

5/1
 Légation de Suisse
 en
 France

Paris, le 9 octobre 1896

15^{bis} rue de Marignan

N^o 1/96

Prière de rappeler
 le numéro ci-dessous

11 Courrier
 21 en circulation
 37 reproduction



Monsieur le Vice-Président

Ainsi que je Vous l'écrivais hier dans mon rapport sur
 la réception faite à Paris aux souverains russes, il ne
 m'a pas été possible d'avoir depuis mon retour ici d'actes
 tant soit peu précis avec les ministres français, entraînés
 dans le tourbillon brillant de l'escorte impériale. — D'autre
 part, j'ai eu l'occasion de commencer ma tournée de
 visites auprès des ambassadeurs des grands États, & j'
 me permets de Vous indiquer, sur la question arménienne en
 particulier, ce que j'ai pu apprendre des dispositions des
 divers Cabinets :

L'ambassadeur d'Angleterre, Lord Dufferin, qui a été jadis
 ambassadeur à Pétersbourg et à Constantinople, m'a dit
 ignorer ce qui s'est passé à Balmoral entre l'Empereur

Monsieur
 Monsieur Deucher, Vice-Président du Consulat fédéral

Berne



Nicolas II et lord Salisbury. Comme, d'autre part, lord Dufferin vient de passer dix jours à Dieppe chez ce dernier, il est suffisamment au courant de la pensée intime de premier ministre anglais. — J'ai exposé à l'ambassadeur l'émotion profonde qui s'était emparée d'une grande partie du peuple suisse au récit des maux des derniers mois, les pétitions plus ou moins maladroites qui ont été la conséquence de cette émotion, la difficulté pour le gouvernement fédéral de s'opposer à autre chose qu'à des mesures d'assistance et de bienfaisance, et je lui ai demandé si réellement il n'y avait aucune solution et aucun remède à tant de maux. — Dufferin m'a répondu: L'opinion anglaise est exactement dans le même état d'excitation qu'en Suisse et le gouvernement fait ce qu'il peut pour trouver une issue. C'est difficile à une foule de points de vue; cependant nous ne perdons pas l'espoir d'aboutir à quelque chose. Dans la question Crétade, nous avons préconisé des solutions radicales; pendant de longs mois, l'Europe n'a pas voulu nous suivre; elle a fini cependant par se rallier à ce que nous lui demandions dès le début, c'est à dire à l'autonomie de la Crète; cette île ne fait plus partie de l'Empire ottoman; elle n'en fait plus partie que de nom; il n'y avait

rien d'autre à faire & les autres puissances sont arrivées à leur
 unvaine. — à Constantinople, il en est de même; nous
 disons, nous répétons qu'il n'y a rien à tirer du Sultan
 actuel & qu'on n'arrivera à rien tant qu'on ne se tra-
 pas débarrasser de lui. — d'opinion anglaise se transforme
 lentement; elle a abandonné l'idée que l'Angleterre doit
 faire la guerre pour Constantinople; nous avons
 sauvé l'Empire ottoman il y a 40 ans; nous avons tout fait
 pour l'aider à vivre; aujourd'hui nous sentons qu'il n'est
 plus en état de se défendre contre les Russes & qu'il ne veut
 pas se soumettre à l'influence russe; il se laisse aller à la
 décomposition. — Dans ces conditions, l'Empire ottoman ne
 nous sert à rien à nous anglais. — Nous ne tenons
 pas à ce que le cancer s'étende des ravages; si la
 Russie veut aller y mettre de l'ordre, nous ne
 protesterons très probablement pas; que les Russes fassent
 l'opération, s'ils le peuvent & notre opinion publique laissera
 faire. — L'opération n'est pas simple, & sous prétexte de
 protéger les arméniens, on risque de faire massacrer tous
 les sujets chrétiens du Sultan; les Européens établis dans
 l'Empire peuvent y passer par dessus le marché; cette accumulation

cette accumulation de ruines, ces flots de sang, qui seraient le résultat inévitable d'une intervention mal combinée, nous ne désirons pas en prendre la responsabilité. — Nous croyons que l'Europe sera forcée d'arriver à la conviction qu'elle doit agir de concert avec la plus extrême prudence et le grand fermeté par l'élimination du Sultan actuel. Si le Russe veut aller seule de l'avant, nous le laisserons probablement faire, car la Turquie ne nous sert plus à rien.

Tout cela n'est pas très clair, sauf un point qui a toujours pour moi dominé la question : la difficulté d'agir sans compromettre l'existence des chrétiens d'orient.

Le nonce du pape, Mgr Ferrata, récemment créé cardinal et qui, comme lord Dufferin, va quitter définitivement Paris dans quelques jours, dit qu'à Rome, le S' Siège est depuis longtemps d'avis que l'Europe a fait fausse route en Turquie. Les chrétiens y ont la minorité et y sont parfaitement méprisés par les musulmans. Or l'Europe s'entête à demander des privilèges pour les

chrétiens; quand elle les obtient, elle aggrave le mal,
 car les musulmans jaloux des privilèges, & à la
 première occasion, se vengent sur eux de leurs propres
 misères. Les musulmans ne tiennent pas outre mesure au
 mauvais gouvernement qui les opprime et les ravagone.
 Ce que l'Europe devrait faire, c'est d'amener la Turquie
 à se réformer elle-même, à se doter d'institutions civiles,
 à réprimer les vols des pachas, les prévarications des
 juges, le brigandage avec complicité de la police, etc etc,
 le tout sans aucune distinction de races et de religions -
 d'après tout ce qu'écrivent les chefs des congrégations
 catholiques en Orient, c'est là qu'est le remède et non
 dans l'attribution de privilèges aux chrétiens, privilèges qui, encore
 une fois, ne font qu'aggraver les haines.

quand j'aurai pu avoir de M. Hanotaux des
 renseignements, je m'empresse de Vous en faire
 part. J'ajouterais seulement que l'ambassadeur
 d'Autriche - Hongrie ne voit pas à la possibilité d'une
 action énergique quelconque; c'est trop dangereux pour

la sécurité des chrétiens; c'est trop dangereux pour la paix
européenne; il n'y a, selon lui, rien d'autre à faire pour
le moment que de tâcher, au jour le jour, de calmer
le fanatisme, de persuader le Sultan pour qu'il retienne
les plus violents; tout cela peut se prolonger longtemps
sans grande amélioration, si même on peut améliorer
quelque chose.

Agré, Monsieur le Président, l'assurance de
ma haute considération.

Dardy

PS En ce moment on connaît le texte des discours prononcés
aujourd'hui à Chalon après la revue. Les paroles de l'Empereur
de Russie sont, cette fois, très nettement amicales; je résistais
dans mon rapport d'hier à qui pouvait être dit à Chalon et,
sans préjudice qu'il y ait grand honneur de charge, il y a cependant
ici, incontestablement, de la part de Nicolas II, l'affirmation
d'une "compagnie d'armes", d'une "inaliénable amitié" qui, mises

en regard du discours de Breslau, implique pour le moins
la volonté de ne pas laisser envahir la France. — Le mot allié
a de nouveau été critiqué; il est parlé des pays, des armées, mais
pas des gouvernements; cela est d'ailleurs différent. — Si
l'accusé français - ou prussien - est prussien, il est évidemment
très utile à tous ceux qui, comme nous, désirent la paix.

ly